

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2389 - 16 mai 2014 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

Élections européennes le 25 mai

**faites entendre
le camp des
travailleurs
en votant
Lutte Ouvrière**

Bouygues, Dia, SNCF...

P. 10-11

**Halte aux attaques
contre les emplois!**



SOMMAIRE

Élections européennes

- p. 4/5 ■ Lutte Ouvrière dans les élections européennes
- La profession de foi
 - Une démocratie en trompe-l'œil

Leur société

- p. 6 ■ Réforme territoriale et menace de suppressions d'emplois
- Reprise économique ou pas
- p. 7 ■ Gattaz contre les smicards
- Le PS en campagne
 - Commémoration de la Commune de Paris
 - Fil rouge

La Fête de Lutte Ouvrière

p. 8/9

Dans les entreprises

- p. 10 ■ Bouygues telecom
- Continental
 - Marseille : écoles
- p. 11 ■ SNCF
- Magasins DIA
- p. 13 ■ STX/Chantiers de l'Atlantique
- Caisse d'allocations familiales
 - Arkema-Jarrie
- p. 14 ■ LCL
- Aluminium Dunkerque

Il y a 30 ans

- p. 12 ■ Sidérurgie : contre le plan acier de Mitterrand

Dans le monde

- p. 15 ■ Nigeria : Boko Haram
- Les armateurs grecs prospèrent
- p. 16 ■ Ukraine : après le référendum
- Soudan du sud : les responsabilités des USA

• Réductions d'impôts pour les plus modestes

Un arbuste qui ne cache pas la forêt

Le gouvernement a annoncé, par la voix de Valls, qu'une ristourne d'impôt sur le revenu serait accordée dès cette année aux foyers les plus modestes. Valls a insisté sur le fait que cela concernerait près de « 650 000 ménages qui étaient rentrés dans l'impôt et qui doivent en sortir ». Il évoquait ainsi les contribuables qui, sans avoir vu leurs revenus augmenter, étaient devenus imposables du seul fait du

gel des barèmes d'imposition.

Cette annonce s'inscrit dans le contexte de la campagne électorale, après que nombre de contribuables, parmi les plus modestes, ont constaté une forte augmentation de leurs impôts, voire se sont retrouvés imposables pour la première fois.

Mais ce retour en arrière n'est bien évidemment pas rétroactif. Ce geste, en fin de compte infime, ressemble à

l'attitude d'un voleur de grand chemin qui, après coup, donnerait une petite pièce à la victime qu'il vient de détrousser.

Si les foyers les plus modestes seront un peu épargnés en 2014, la hausse des prélèvements touchera nombre de ménages populaires puisqu'elle devrait atteindre environ 12 milliards d'euros en 2014, si l'on prend en compte l'augmentation de la TVA, qui représente plus de

5 milliards d'euros.

500 millions d'euros seraient consacrés, selon Valls, à épargner les ménages modestes. Ils seront les bienvenus pour les bénéficiaires mais ce geste reste dérisoire, notamment face aux quelque 26 milliards d'allègements prévus pour les entreprises, dans le cadre du pacte de responsabilité.

David MARCIL

• Marseillaise et abolition de l'esclavage

Un chant qui sonne faux

Ce n'est pas toujours facile d'être de droite. Comment en effet attaquer un gouvernement qui mène une politique tellement conforme aux intérêts patronaux que la droite ne saurait mieux faire ? Il ne reste plus aux ténors de l'UMP que de sales petits os à ronger, en général trouvés dans les poubelles renversées par le Front national. C'est ce qui arrive avec la dernière polémique en date.

La ministre de la Justice Taubira n'ayant pas chanté *La Marseillaise* lors de la commémoration de l'abolition de l'esclavage, le 10 mai, le FN a exigé sa démission, immédiatement suivi par l'UMP. Et tous les politiciens de droite d'entonner « l'amour sacré de la patrie ».

Les ministres socialistes se sont donné le ridicule de répondre, recherchant des présidents de la République

qui ne chantaient pas, invoquant le recueillement silencieux, voire l'inutilité d'ajouter sa voix à celle de la garde républicaine. Mais tous sont bien d'accord sur une chose : l'hymne national est sacré, inscrit dans la Constitution, et il avait toute sa place aux commémorations de l'abolition de l'esclavage.

Pourtant, s'il est vrai que la traite des Noirs a commencé avant que *La Marseillaise*

ne soit écrite, elle a bien su prendre la suite des chants de l'armée royale pour accompagner la répression des esclaves dans les colonies, les massacres de la colonisation en Algérie et dans le reste de l'Afrique.

On ne sait ce que pensait Taubira lors de cette cérémonie, mais une chose est certaine, ce chant y était en effet plutôt mal venu.

Paul GALOIS

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante :

**LUTTE OUVRIÈRE BP 233
75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotopresse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Dépôt légal mai 2014.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière

l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière

multimédia

(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière

audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information

hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Aux européennes, faites entendre le camp des travailleurs

Les élections européennes, qui auront lieu le 25 mai, ne soulèvent pas l'enthousiasme dans l'électorat populaire. Comment s'en étonner ?

Il s'agit d'élire des députés au Parlement européen dont on sait qu'ils ne sont là que pour faire de la figuration, les véritables décisions étant prises par les dirigeants de chacun des États. Et c'est sans parler du mode de scrutin bien particulier, avec le découpage en huit circonscriptions, qui privilégie les grands partis.

Comment ne pas être écœuré vis-à-vis de toutes ces campagnes électorales où les uns et les autres font des promesses qu'ils piétineront allègrement une fois élus ?

Nous sortons tout juste des élections municipales, où le message des électeurs qui votent traditionnellement à gauche a été clair. En s'abstenant ou en votant contre le PS, ils ont rejeté la politique antiouvrière du gouvernement.

Et qu'a fait Hollande ? Il en a rajouté en allant chercher le moindre euro dans la poche des retraités, des fonctionnaires, des malades, en rognant sur les allocations logement, familiales, pour faire plus de cadeaux au patronat.

C'est une provocation ! Et Hollande a bien choisi l'homme de la situation. Aussitôt nommé, Valls, le Sarkozy du PS, a expliqué que « nous vivons au-dessus de nos moyens depuis des décennies » ! Mais qui « vit au-dessus de ses moyens » ? Les retraités qui sont rackettés depuis des années ? Les travailleurs licenciés qui sont transformés en chômeurs ? Les ouvriers, les employés qui sont à découvert le 10 du mois ?

Les attaques gouvernementales, l'arrogance du Medef, les mille et une ignominies infligées quotidiennement aux classes populaires finiront par déboucher sur une explosion sociale. On n'y est pas encore, mais il faut commencer par dénoncer cette politique.

Lutte Ouvrière se présente aux élections européennes pour faire entendre le camp des travailleurs. Ces élections ne changeront pas la face de l'Europe et encore moins le sort des travailleurs. Mais chacun peut se servir de son bulletin de vote pour dire ce qu'il pense.

Les intérêts du patronat seront bien représentés. Du Front national au Parti socialiste en passant par l'UMP, tous les candidats raisonnent de son point de vue. En se demandant quel est le bon niveau de l'euro, avec qui il faut ou non commercer, ils se placent tous du point

de vue de la compétitivité et des affaires des capitalistes.

Il faut que les travailleurs fassent entendre leurs intérêts. Ils n'ont aucune raison de se taire, et sûrement pas au moment où le gouvernement déclare la guerre. Le pire pour les travailleurs serait de faire comme si rien ne se passait, ce serait de laisser croire que nous sommes consentants.

À travers ces élections, on peut dire que l'on n'est pas dupe, on peut dire que le gouvernement fait une politique de droite et qu'il faut le combattre comme tout gouvernement de droite.

Ceux qui, pour rejeter la politique du gouvernement, se contentent de s'abstenir se trompent. On l'a vu aux municipales, l'abstention a permis à la droite de fanfaronner parce qu'elle a pris des villes à la gauche. En augmentant son score, en pourcentage, le FN a aussi été conforté. Ce n'était certainement pas ce que voulaient ceux qui se sont abstenus ! Pour que sa voix ne soit pas récupérable, il faut exprimer clairement son opposition et ses exigences.

Si vous pensez que le chômage est insupportable et que l'on ne peut pas continuer avec cette précarité et ce chantage patronal, il faut le dire. Si vous êtes convaincu qu'il faut interdire les licenciements et répartir le travail entre tous, il faut le dire.

Si vous pensez qu'il est légitime d'augmenter les salaires et les retraites et qu'ils doivent suivre l'inflation, il faut le dire. Si vous pensez qu'il faut contrôler ce qui se passe dans les grands groupes capitalistes, parce que le monde du travail a des droits sur les richesses qu'il crée, il faut le dire.

En votant pour Lutte Ouvrière, les travailleurs, les chômeurs et les retraités montreront qu'ils existent et qu'ils ont des exigences.

Ils montreront qu'ils ne se laissent pas diviser par les partis de la bourgeoisie qui s'empaillent sur le protectionnisme ou sur l'euro, toutes choses qui ne concernent en rien les intérêts des travailleurs.

Ils montreront qu'ils rejettent le nationalisme et le chauvinisme qui divise les travailleurs et les affaiblit quand la bourgeoisie, elle, est organisée à l'échelle internationale. En votant pour Lutte Ouvrière, ils reprendront la devise du mouvement ouvrier : « Travailleurs de tous les pays unissez-vous ! »

MEETING À PARIS

Vendredi 16 mai à 20 h 30

Faire entendre le camp des travailleurs

avec **Nathalie ARTHAUD** et **Jean-Pierre MERCIER**
qui conduisent la liste Lutte Ouvrière en Île-de-France

À la Mutualité

24, rue Saint-Victor – Paris 5^e – Métro : Maubert-Mutualité



• Aux européennes

Le 25 mai, votez Lutte Ouvrière !

Aux élections européennes, Lutte Ouvrière présente des listes dans toutes les circonscriptions. Dans les territoires et départements d'outre-mer éparpillés sur tous les continents et qui constituent la huitième circonscription, Lutte Ouvrière présente une liste commune avec les militants de Combat Ouvrier qui défendent le même programme révolutionnaire aux Antilles.

Comme lors des élections municipales, il s'agit de saisir une occasion de faire entendre le camp des travailleurs. Si ces élections européennes peuvent servir à quelque chose, c'est à exprimer le refus de subir en silence les attaques du gouvernement. Beaucoup de travailleurs, écoeurés par la politique de

L'Europe, avec sa partie occidentale riche et développée, berceau du capitalisme, qui a accumulé des richesses pillées sur toute la planète, ne parvient pas à sortir de la crise d'un système économique dément.

Partout, le chômage augmente, les salaires reculent, le patronat généralise la flexibilité et intensifie le rythme de travail.

Partout, une part croissante de l'argent public est consacrée à payer des intérêts aux banques en engraisant les financiers. Pour ce faire, les États suppriment des emplois indispensables dans les services publics, dans les hôpitaux, dans l'éducation. Ils procèdent à des coupes claires dans les dépenses sociales.

Partout, le patronat des grandes entreprises capitalistes trouve des instruments obéissants dans les gouvernements, de droite comme de gauche, qui imposent des politiques d'austérité à la majorité de la population.

Les 28 pays de l'Union européenne sont unis avant tout par l'intensification de la guerre de classe que mène la grande bourgeoisie contre les classes populaires.

La même question se pose partout : comment la classe ouvrière peut-elle enrayer le recul de ses conditions d'existence matérielle et empêcher la décomposition de sa vie sociale ? Comment s'opposer aux deux maux qui résument la folie de l'économie capitaliste, le chômage et le recul incessant du pouvoir d'achat ?

Lutte Ouvrière se présente pour dénoncer le système

Hollande et de Valls, pensent s'abstenir pour montrer leur mécontentement. Mais, on l'a vu avec les élections municipales, cette abstention a finalement favorisé les partis de droite et d'extrême droite qui y ont gagné des municipalités et se vantent d'un succès qu'ils doivent surtout à la démoralisation créée par le Parti socialiste au pouvoir.

Voter pour un de ces partis, c'est voter pour une politique au service de la bourgeoisie, contre son propre camp. C'est évident quand on entend Copé et ses amis politiques réclamer davantage de sacrifices aux travailleurs, en renchérissant sur les mesures de Valls. Cela l'est tout autant quand on voit le Front national diviser les travailleurs par une propagande raciste

économique qui a conduit à la situation actuelle et pour proposer une politique correspondant aux intérêts collectifs des travailleurs face à la crise de l'économie capitaliste.

Des objectifs de lutte pour la classe ouvrière

Notre programme n'est pas électoral. C'est un programme de lutte pour les combats futurs de la classe ouvrière.

Voter Lutte Ouvrière, c'est approuver la politique nécessaire à la classe ouvrière pour résister à l'offensive de la grande bourgeoisie.

Pour résorber le chômage, il faut commencer par interdire les licenciements. Le travail ne manque pas. Mais les patrons font produire plus avec moins de salariés, en licenciant et en fermant des usines. Il faut répartir le travail entre tous sans diminution de salaire.

Il faut augmenter les salaires et les retraites pour leur assurer un niveau décent. Pour garantir leur pouvoir d'achat, il faut les augmenter chaque mois en fonction de la hausse des prix. Il faut l'échelle mobile des salaires, des pensions et des allocations.

C'est aux entreprises capitalistes et à leurs propriétaires de financer toutes ces mesures. S'ils prétendent que c'est impossible, qu'ils ouvrent donc leurs comptes ! La population pourra alors constater qu'ils gaspillent l'argent, tiré de l'exploitation,

et nationaliste, pour permettre au patronat de les exploiter davantage.

Le vote ne change pas la vie mais voter Lutte Ouvrière ce sera montrer qu'il existe une opposition ouvrière à la politique du Parti socialiste, sans cautionner ni la droite ni l'extrême droite. Ce sera affirmer qu'on se situe clairement dans le camp des travailleurs, seuls capables, quand ils retrouveront le chemin des luttes, de s'opposer à un système qui écrase la population. Nous publions ci-après la profession de foi qui sera envoyée à tous les électeurs, dans les sept circonscriptions métropolitaines.

en dépenses de luxe et, pire encore, dans la spéculation financière.

Il faut supprimer le secret des affaires derrière lequel se dissimulent les mille et une manières utilisées par les grandes entreprises, la grande distribution et les banques, pour aggraver l'exploitation de leurs salariés, arnaquer les petits producteurs, les consommateurs et les usagers, et pour dégrader la nature.

L'Union européenne comme les États nationaux, instruments du grand capital

Les institutions européennes, tout autant que les États, servent d'armes de combat contre les classes populaires. Présenter l'État national comme une protection pour les masses exploitées est un mensonge aussi grossier que d'affirmer que le salut viendra d'une intégration européenne plus poussée.

Toutes les décisions politiques prises par les institutions européennes le sont en accord avec les États et leurs dirigeants.

Les faux débats sur le choix entre plus ou moins d'Europe dissimulent l'évidence : les institutions européennes comme les États imposent la politique du grand capital.

Leur Europe n'est ni

Election des députés au Parlement européen des 24 et 25 mai 2014 - Île-de-France

Lutte Ouvrière

Faire entendre le camp des travailleurs



Nathalie Arthaud
Enseignante



Jean-Pierre Mercier
Ouvrier dans l'automobile

L'Europe, avec sa partie occidentale riche et développée, berceau du capitalisme, qui a accumulé des richesses pillées sur toute la planète, ne parvient pas à sortir de la crise d'un système économique dément.

Partout, le chômage augmente, les salaires reculent, le patronat généralise la flexibilité et intensifie le rythme de travail.

Partout, une part croissante de l'argent public est consacrée à payer des intérêts aux banques en engraisant les financiers. Pour ce faire, les États suppriment des emplois indispensables dans les services publics, dans les hôpitaux, dans l'éducation. Ils procèdent à des coupes claires dans les dépenses sociales.

Partout, le patronat des grandes entreprises capitalistes trouve des instruments obéissants dans les gouvernements, de droite comme de gauche, qui imposent des politiques d'austérité à la majorité de la population.

Les 28 pays de l'Union européenne sont unis avant tout par l'intensification de la guerre de classe que mène la grande bourgeoisie contre les classes populaires.

La même question se pose partout : comment la classe ouvrière peut-elle enrayer le recul de ses conditions d'existence matérielle et empêcher la décomposition de sa vie sociale ? Comment s'opposer aux deux maux qui résument la folie de l'économie capitaliste, le chômage et le recul incessant du pouvoir d'achat ?

Lutte Ouvrière se présente pour dénoncer le système économique qui a conduit à la situation actuelle et pour proposer une politique correspondant aux intérêts collectifs des travailleurs face à la crise de l'économie capitaliste.

Des objectifs de lutte pour la classe ouvrière

Notre programme n'est pas électoral. C'est un programme de lutte pour les combats futurs de la classe ouvrière.

Voter Lutte Ouvrière, c'est approuver la politique nécessaire à la classe ouvrière pour résister à l'offensive de la grande bourgeoisie.

Pour résorber le chômage, il faut commencer par interdire les licenciements. Le travail ne manque pas. Mais les patrons font produire plus avec moins de salariés, en licenciant et en fermant des usines. Il faut répartir le travail entre tous sans diminution de salaire.

Il faut augmenter les salaires et les retraites pour leur assurer un niveau décent. Pour garantir leur pouvoir d'achat, il faut les augmenter chaque mois en fonction de la hausse des prix. Il faut l'échelle mobile des salaires, des pensions et des allocations.

C'est aux entreprises capitalistes et à leurs propriétaires de financer toutes ces mesures. S'ils prétendent que c'est impossible, qu'ils ouvrent donc leurs comptes ! La population pourra alors constater qu'ils gaspillent l'argent, tiré de l'exploitation, en dépenses de luxe et, pire encore, dans la spéculation financière.

Il faut supprimer le secret des affaires derrière lequel se dissimulent les mille et une manières utilisées par les grandes entreprises, la grande distribution et les banques, pour aggraver l'exploitation de leurs salariés, arnaquer les petits producteurs, les consommateurs et les usagers, et pour dégrader la nature.

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 Paris cedex 18 www.lutte-ouvriere.org

vraiment une union ni complètement européenne. Le marché commun et les institutions communautaires n'ont pas supprimé les affrontements entre groupes capitalistes rivaux. Ils leur ont seulement fourni une arène plus vaste. Les banques et les multinationales des puissances impérialistes sont en compétition pour dominer et dépecer la partie orientale et pauvre de l'Europe. La monnaie unique a supprimé la spéculation sur les taux de change dans la zone euro. Mais elle y a substitué d'autres formes de spéculation, encore plus désastreuses, porteuses de nouvelles crises monétaires.

Les capitaux et les marchandises circulent librement. Mais la libre circulation et l'installation des personnes se heurtent à de multiples obstacles. Les législations sociales ne sont pas harmonisées par le haut et les salaires le sont encore moins. Les droits et libertés démocratiques, notamment ceux des femmes, ne sont pas alignés par le haut, mais tirés vers le bas. L'interruption volontaire de grossesse est toujours interdite dans plusieurs États sans que l'Union y trouve à redire. Et même un État comme

L'Espagne, qui avait reconnu ce droit élémentaire, cherche à le remettre en cause.

L'Union européenne continue à exclure la majeure partie du continent, de la Russie à la Turquie en passant par l'Ukraine et une partie des Balkans. Les barbelés qui l'entourent séparent des peuples et verrouillent l'Europe pour la couper de ses prolongements naturels d'Afrique et d'Asie.

Le Parlement européen n'a pas plus de pouvoir que les parlements nationaux. Sa composition n'aura pas d'influence : les décisions sont prises par l'exécutif européen, c'est-à-dire, derrière la Commission de Bruxelles, par les chefs des États les plus puissants de l'Union, directement sous l'influence des grandes firmes industrielles et financières. Le seul vote utile pour la classe ouvrière, c'est d'exprimer ses exigences et ses perspectives politiques.

Après deux ans de gouvernement Hollande-Ayrault, ces élections auront une signification en politique intérieure. Voter Lutte Ouvrière signifiera un désaveu, venant clairement du camp des travailleurs, de ce gouvernement qui se dit

socialiste mais qui se comporte en serviteur du grand patronat et des banquiers. Il signifiera le refus de choisir entre partis, rivaux pour gouverner mais qui respectent tous l'ordre capitaliste et qui, par là même, sont dans le camp de ceux qui nous exploitent et nous oppriment.

Pour une Europe débarrassée de la dictature des financiers

Voter Lutte Ouvrière, c'est affirmer que ce n'est ni l'unification européenne ni l'euro que les travailleurs ont à combattre, mais la dictature des financiers. La perspective dans laquelle se situe le combat des communistes révolutionnaires est la suppression des frontières, l'unification du continent dans le respect de tous les peuples et de toutes les nationalités, les États-Unis socialistes d'Europe ouverts sur les autres continents.

Voter Lutte Ouvrière, c'est dénoncer toutes les restrictions à la liberté de circuler, la chasse aux immigrés, les expulsions, l'oppression des minorités. C'est exprimer son opposition à « l'Europe forteresse » qui se ferme aux peuples qui ne font pas partie de l'Union, mais qui mène des aventures militaires en Afrique ou ailleurs.

Voter Lutte Ouvrière, qui se revendique du communisme, c'est prendre la position la plus radicale contre les organisations d'extrême droite qui constituent une menace pour la classe ouvrière. C'est s'élever contre les préjugés réactionnaires xénophobes et racistes poussant sur le fumier d'une société capitaliste en crise. Voter Lutte Ouvrière, c'est opposer l'internationalisme à toutes les formes de démagogie nationaliste.

Voter Lutte Ouvrière, c'est affirmer que le prolétariat d'Europe, avec ses composantes originaires de tous les continents, constitue une seule et même classe sociale, par-delà les frontières. Tous ceux qui cherchent à la diviser sont ses ennemis.

Voter Lutte Ouvrière, c'est exprimer non seulement le rejet des partis bourgeois mais aussi de l'organisation capitaliste de l'économie et de la société.

Voter Lutte Ouvrière, c'est affirmer la nécessité d'une société débarrassée de l'exploitation, que seule pourra réaliser l'action collective consciente de la classe ouvrière de tous les pays.

• Les émissions de la campagne

Les émissions audiovisuelles officielles de la campagne électorale ont commencé à être diffusées depuis lundi 12 mai. En tant que parti n'ayant pas de groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, Lutte Ouvrière n'a droit qu'à deux émissions de 1 minute et 26 secondes chacune. La première a déjà été diffusée mais on peut la voir sur le site Internet de Lutte Ouvrière. Voici les dates et horaires de diffusion de la deuxième émission, et les chaînes concernées :

- **mardi 20 mai** sur France 2 après le programme de début de soirée et sur France 24 vers 17 h 55,

- **mercredi 21 mai** sur France 3 après Grand Soir 3, sur France Inter après le bulletin d'information de 14 heures et sur RFI à 13 h 10,

- **jeudi 22 mai** sur France 5 avant l'émission C à dire vers 17 h 30.

Pour la 8^e circonscription d'outre-mer, notre liste commune avec l'organisation communiste révolutionnaire antillaise Combat Ouvrier a droit à deux émissions de

3 minutes 50. La première émission ayant déjà été diffusée, la deuxième le sera mercredi 21 mai vers 20 heures sur Martinique 1^{re}, Guadeloupe 1^{re} et Guyane 1^{re}; et le même jour vers 19 h 15 sur Réunion 1^{re}.

Par ailleurs, à côté de ces émissions officielles, le Conseil supérieur de l'audiovisuel impose aux grands médias un traitement « équitable » de la campagne des différentes listes. Ce terme « d'équité » ne veut rien dire de précis et surtout pas l'égalité du temps d'antenne, mais il amène les grands médias à donner un peu plus la parole à notre camarade Nathalie Arthaud. Voici les émissions auxquelles elle est pour l'instant invitée :

- **vendredi 16 mai** à 8 h 15, invitée de Jean Leymarie sur France Info,

- **vendredi 16 mai** à 8 h 40, invitée d'un débat sur la chaîne parlementaire LCP,

- **mardi 20 mai** à 8 h 40, invitée de la matinale sur LCI,

- **jeudi 22 mai** à 8 h 30, invitée de la matinale sur France Bleu Île-de-France 107.1

• Réunions publiques avec Nathalie Arthaud



LILLE

Mercredi 21 mai à 19 heures
Salle du Gymnase
Place Sébastopol
avec **Éric Pecqueur**

GRENOBLE

Jeudi 22 mai à 20 h 30
Salle Le Prisme,
à Seyssins
avec **Chantal Gomez**

LE HAVRE

Vendredi 23 mai à 19 h 30
Salle René-Cassin,
130, rue Anatole-France
avec **Éric Pecqueur**

Une démocratie en trompe-l'œil

En votant aux élections européennes, les électeurs auraient, pour la première fois, la possibilité de peser sur la nomination du président de la Commission européenne.

Jusqu'à-là, le candidat à la présidence de la commission européenne était « désigné d'un commun accord par les chefs d'État et de gouvernement, le Parlement européen devant ensuite approuver cette nomination ». Depuis le traité de Lisbonne, entré en vigueur en décembre 2009, et qui s'applique pour la première fois aux élections européennes, les chefs d'État et de gouvernement, quand ils désignent le candidat à la présidence de la Commission, sont invités à « tenir compte des élections au Parlement européen ».

Cette petite phrase est présentée comme une formidable avancée démocratique, puisqu'elle impliquerait que le président de la Commission

serait automatiquement de la même couleur politique que le parti arrivé en tête des élections. C'est même devenu, sous l'influence des services de communication du Parlement européen, si l'on en croit la presse, un des arguments de campagne des partis, de gauche comme de droite. Face au désintéret supposé d'une majorité d'électeurs, ils voudraient leur faire croire que leur vote comptera, puisqu'en élisant leurs députés, ils contribueront à élire aussi le président de la Commission européenne, et influenceront donc sur la politique de l'Europe.

C'est évidemment une fable.

D'abord parce que ce n'est de toute façon pas la Commission mais les chefs d'État et de gouvernement qui, sur tous les sujets importants, tranchent et décident de la politique

européenne.

Ensuite parce que, sur le fond, la petite phrase introduite dans le traité de Lisbonne n'a rien changé à la procédure de désignation du président de la Commission. Comme l'écrit le journal *La Tribune* « En fait, le terme d'élection du président de la Commission par le Parlement semble assez inapproprié. Le Parlement européen n'aura pas le choix des candidats, il aura celui d'accepter ou de refuser le choix du Conseil. C'est le Conseil qui décidera quel candidat est susceptible d'obtenir la majorité absolue. Il peut certes choisir le candidat désigné du parti arrivé en tête, mais il peut aussi choisir un candidat de compromis qui n'a pas été soumis au choix des électeurs. »

La chancelière allemande Angela Merkel – approuvée selon la presse par plusieurs

chefs d'État européens – a d'ailleurs mis les choses au point en faisant savoir que, pour elle, il n'existait aucun lien automatique entre le parti qui remporte les élections européennes et le prochain patron de la Commission.

Dans les faits, sur cette question comme sur toutes les questions essentielles en matière de politique européenne, le dernier mot restera au Conseil des chefs d'État et de gouvernement. Et, à l'intérieur du Conseil, aux représentants des États les plus puissants.

Si l'on en croit la presse, François Hollande et Angela Merkel auraient profité de leur rencontre sur les bords de la Baltique, les 10 et 11 mai, pour « se pencher sur une candidature ». Comme quoi, sur ce plan, élections ou pas, les jeux sont faits.

Jean-Jacques LAMY

• Réforme territoriale

Une accentuation de la politique d'austérité

Hollande a annoncé le 6 mai une accélération de la réforme territoriale. Le nombre de régions serait réduit de 22 à 11 ou 12 et, dans chaque département, le conseil général serait carrément supprimé. Il est question d'une loi l'année prochaine pour une application en 2016.

Il ne s'agit pour l'instant que d'une annonce. On verra si elle se concrétise, à la différence des projets précédents de réforme territoriale qui s'étaient ensablés, notamment celui de Sarkozy auquel il ressemble comme deux gouttes d'eau. Ce type de réforme se heurte à des intérêts particuliers au sein même du personnel politique, non seulement à droite, mais également du côté du PS qui dirige pour l'instant la majorité des conseils départementaux et

la quasi-totalité des conseils régionaux. Il est vrai que l'annonce de Hollande est assortie d'un éventuel report à 2016 des élections régionales et cantonales, autrement dit les élus actuels pourraient conserver leur poste une année supplémentaire. Mais il n'est nullement certain que ce sursis coupe court à la grogne parmi les 1 880 conseillers régionaux et les 4 052 conseillers généraux. Ainsi, Claudy Lebreton, président (PS) du conseil général des Côtes-d'Armor

et à la tête de l'Assemblée des départements de France, exprime dans les colonnes de *L'Humanité* son opposition à ce projet... avec bien des contorsions. Il est d'accord avec la politique d'austérité du gouvernement et propose d'autres « pistes » pour la réaliser : « Dans le cadre d'un effort national, j'aurais conçu et préféré que l'on transfère aux départements de nouvelles compétences dans le domaine de l'éducation, de la recherche et de la santé, par exemple. » Or c'est précisément à l'occasion de tels transferts de charges de l'État en direction des collectivités locales depuis les années 1980 que celles-ci se



sont endettées. De 104 milliards d'euros en 2002, on est passé à 173,7 milliards en 2012, une hausse de 67 % en dix ans. Le résultat est qu'elles sont aujourd'hui sous pression des banques et du gouvernement pour prolonger la politique d'austérité voulue au sommet de l'État.

Que le gouvernement

parvienne ou non à supprimer les conseils généraux et à réduire le nombre de régions, c'est cette politique-là qu'il compte accentuer, de façon à faire payer, par tous les canaux possibles et imaginables, les 50 milliards d'euros qu'il destine au patronat.

Jean SANDAY

• Communes, départements, régions

Menaces de suppressions d'emplois

Les communes, communautés de communes et d'agglomération, départements et régions emploient quelque 1,9 million de travailleurs, autant que l'État.

Contrairement à ce qu'on entend, les derniers chiffres disponibles, se rapportant à 2011, indiquent non pas une envolée mais une stabilisation des effectifs : + 0,2 % par rapport à 2010. Et si l'on remonte à trente ans en arrière, l'augmentation des effectifs est liée en premier lieu à ce qu'une grande partie des tâches, utiles à la population, ont été abandonnées par l'État et transférées à la charge des collectivités à travers deux vagues de « décentralisation », en 1982-1983 sous la gauche (Mitterrand) puis en 2003 sous la droite (Chirac-Raffarin-Sarkozy).

La majorité actuelle préfère passer cela sous silence pour dénoncer des « doublons », avançant qu'il serait possible d'économiser entre 12 et 25 milliards d'euros, soit 5 à 10 % sur un budget total de 250 milliards d'euros en simplifiant ce qu'elle nomme le « mille-feuille territorial ». Ces chiffres budgétaires sont en baisse. Le budget total des départements se monte, lui, à 71 milliards d'euros, consacrés pour les neuf dixièmes à l'entretien des collèges et de la voirie, à la compensation du handicap, à la

distribution du RSA et à des aides sociales. Si les conseils généraux disparaissent, qui assumera ces dépenses ? Et s'ils subsistent, auront-ils les moyens nécessaires ?

Le gouvernement fait pression sur les collectivités locales pour qu'elles diminuent leurs dépenses, en prétendant que la réforme territoriale leur en donnera les moyens. En réalité, cela ne pourrait se faire que par une dégradation des services publics liée à un plan social qui

ne dit pas son nom, comme il en existe par exemple à La Poste au fil des restructurations. Conséquence, il y aura encore moins de personnel qu'aujourd'hui dans les crèches, moins d'entretien des collèges, etc.

La polémique sur la réforme territoriale constitue une diversion pour escamoter une très forte diminution de la dotation de l'État aux collectivités locales, déjà gelée depuis 2011. Après avoir perdu 1,5 milliard en 2014,

ce sont 3,5 milliards d'euros dont les communes, les départements et les régions devront se passer l'année prochaine. En 2017, la baisse devrait atteindre 30 % par rapport à 2013 !

Une telle diminution suppose une coupe claire dans les effectifs, d'autant plus importante que bien des collectivités sont alimentées essentiellement par de l'argent de l'État. Car Strauss-Kahn, ministre des Finances de Jospin, puis Sarkozy ont fait

en sorte que la contribution du patronat au financement des collectivités locales soit payée en grande partie par l'État.

Déjà, le non-remplacement des départs en retraite du personnel territorial s'est accentué, ainsi que la précarité. La bagarre politique sur la réforme territoriale cache (mal) un plan gigantesque de suppressions d'emplois qui, lui, mérite une riposte d'ensemble.

J.S.

• Reprise économique ou pas

Il faudra que les travailleurs luttent

Pour les soi-disant experts économiques, pas de doute, la reprise arrive. La Commission européenne, par exemple, a pronostiqué une croissance dans la zone euro entre 1,2 et 1,7 % en 2015.

Selon un des responsables de cette Commission : « Les déficits diminuent, l'investissement rebondit, et la situation de l'emploi a commencé à s'améliorer, la poursuite des réformes porte ses fruits. » Pour Hollande, ces chiffres tombent d'ailleurs à pic, car ils viennent cautionner sa vision du « retournement économique » annoncé comme étant le fruit de sa politique d'austérité. Mais ces prévisions ne reposent sur pas grand-chose, et de toute façon ne garantissent absolument rien pour les travailleurs.

Les expressions utilisées

par les économistes eux-mêmes sont d'ailleurs révélatrices. De l'aveu même du journal *Les Échos*, rapportant les chiffres de la Commission européenne, celle-ci « parie sur une reprise de la demande intérieure en Europe pour alimenter la croissance ». « Parier » est bien la seule chose qu'elle peut faire. Car ce sont les grands groupes industriels et financiers qui imposent leur loi. Et leurs intérêts concurrents rendent l'économie absolument immaîtrisable.

Ces annonces sont surtout une nouvelle fois l'occasion

de distribuer les bons et les mauvais points aux différents gouvernements d'Europe, et l'occasion de les inciter à poursuivre leurs attaques contre les couches populaires : à couper toujours plus dans les budgets des services publics, à supprimer toujours plus de protection sociale, ou encore à réduire le droit du travail. Et si toutes ces mesures sont imposées sous prétexte d'activer le retour de la croissance, elles ont avant tout comme objectif de doper les profits.

Et puis, quel que soit le sérieux des pronostics économiques, ils peuvent être balayés du jour au lendemain, comme un fétu de paille, par un krach boursier qui entraînera un effondrement

catastrophique de l'économie.

Enfin, si jamais l'économie sort de la crise, la bourgeoisie ne fera pas pour autant le moindre cadeau aux classes populaires. Elle ne reviendra pas sur tout ce qu'elle a réussi à imposer aux salariés en usant du chantage à l'emploi. Même si l'économie repart, il faudra que les travailleurs arrachent par des luttes de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail.

Il ne s'agit pas de prendre parti dans ces débats sur la sortie de crise ou sur les recettes à trouver pour en sortir mais de se préparer aux indispensables luttes à venir quelle que soit la santé de l'économie capitaliste.

Pierre ROYAN

Gattaz contre les hauts salaires... des smicards !

Après s'être répandu dans la presse en faveur d'une suppression du smic, le président du Medef Gattaz a été un peu gêné aux entournures par la publication du montant de son salaire: 420 000 euros en 2013, en hausse de 29%. Et c'est sans même tenir compte des dividendes qu'il a encaissés car il possède 87% des parts de Radiall, l'entreprise qu'il dirige, où les dividendes ont augmenté de 76% en quatre ans. On comprend mieux dès lors son soutien au patron du groupe Scor Denis Kessler, critiqué pour son salaire qui dépasse les 5 millions d'euros, encore en hausse de 10% l'année dernière.

Ce sont ces gens-là qui parlent d'une « exigence d'exemplarité » des dirigeants d'entreprise, qui estiment que des salaires d'à peine 1 100 euros leur coûtent encore trop cher et qui demandent aux salariés de nouveaux efforts.

En militant infatigable de la cause patronale, Gattaz en a encore rajouté une couche. Prenant appui sur le blocage des salaires des fonctionnaires, des pensions et des allocations par le gouvernement, il propose



que les salaires des travailleurs du privé ne soient augmentés que d'environ 1%. Pour le grand patronat, que Gattaz représente, les travailleurs seraient donc les responsables de la crise économique, à cause de salaires trop élevés ou qui monteraient trop vite. Ce sont des propos qui ne peuvent que dégoûter tous ceux qui voient leur salaire bloqué ou n'augmenter

que d'un montant dérisoire depuis des années, et scandaliser les familles populaires touchées par le chômage et par la réduction des aides.

Au contraire, alors que la crise s'aggrave, le patronat et derrière lui les actionnaires des entreprises s'en mettent plein les poches.

Gilles BOTI

Le PS contre l'austérité... le temps d'une campagne

« L'austérité de Bruxelles est une erreur »: c'est ainsi qu'en France, où il est au pouvoir et impose l'austérité au monde du travail depuis l'Élysée et Matignon, le Parti socialiste fait campagne pour l'élection européenne.

Tâchant de faire oublier leurs propres responsabilités, le PS et le gouvernement, quand ils interviennent dans la campagne, mettent en avant le social-démocrate allemand Martin Schulz, présenté comme un possible « président progressiste » de la Commission européenne. D'après le PS, son élection à ce poste permettrait de réorienter la politique européenne et de desserrer les contraintes budgétaires pesant sur l'État français.

C'est une façon de désigner Manuel Barroso à Bruxelles comme Angela Merkel à Berlin comme responsables des décisions antiouvrières que prennent François Hollande et Manuel Valls à Paris. Mais comment croire que le gouvernement PS ne mène pas la politique de son choix?

Car si, dans la logique

budgétaire des institutions bourgeoises, il faut faire des économies sur les deniers publics pour payer sans délai les intérêts des banques, c'est le choix du gouvernement que de faire ces économies en bloquant les retraites et les salaires des fonctionnaires, en augmentant la TVA, etc. C'est faire payer le déficit budgétaire par les classes populaires, alors que les riches s'enrichissent toujours plus.

De plus Schulz n'est « progressiste » que sous la plume d'un PS qui ne voit pas de problème à ce que Valls déverse des insanités racistes à propos des Roms et mène la chasse aux sans-papiers.

Après bien d'autres, Valls et le PS en campagne tentent de se glisser dans le courant de ceux qui désignent Bruxelles comme responsable de la crise et de l'austérité afin de faire oublier leurs responsabilités propres. Mais ce n'est pas le vague camouflage de gauche que Martin Schulz offre au PS qui fera illusion sur sa politique au gouvernement, entièrement au service du patronat.

Lucien DÉTROIT

• 24 mai Commémoration de la Commune

Comme chaque année, samedi 24 mai, les Amis de la Commune appellent à se rassembler au cimetière du Père-Lachaise, là où reposent de nombreux combattants de la Commune et d'autres militants ouvriers.

Le 18 mars 1871 débutait la Commune de Paris. Pendant 72 jours, les travailleurs de Paris et les militants de leurs organisations assurèrent le ravitaillement de la capitale, mais surtout ils prirent une série de mesures en faveur des travailleurs: égalité des salaires entre hommes et femmes, école laïque gratuite pour tous, séparation de l'Église et de l'État, mise en place de services publics pour améliorer la vie de la population, etc.

La Commune de Paris fut le premier État ouvrier, un État à bon marché et sans corruption.

Ses combattants, qui ont ouvert la voie à d'autres luttes du mouvement ouvrier, avaient conscience que seule la classe ouvrière en lutte peut libérer l'Humanité. Il ne faut pas l'oublier.

Lutte Ouvrière s'associe à ce rassemblement.

**Samedi 24 mai, à 14 h 30
à l'entrée du cimetière
Père-Lachaise
rue des Rondeaux, Paris 20^e
métro Gambetta**

On n'attire pas les patrons avec du vinaigre

Le maire UMP de La Ferté-Bernard, Jean-Carles Grelier, a trouvé comment attirer les start-up de la région parisienne qui voudraient déménager sur la commune. La municipalité leur offre le loyer du bureau comme cela se fait déjà un peu partout, et paye en plus le loyer du logement du patron et de ses employés pour un an. Puis les patrons de ces start-up paieraient 25% des loyers l'année suivante, ensuite 50%, jusqu'à enfin payer leur loyer complet dans... cinq ans.

C'est d'autant plus cynique que les locaux que propose la mairie sont ceux de l'ancienne usine FCI, qui a fermé en 2009 en licenciant près de 270 salariés et que la mairie avait rachetés. Qui dit mieux dans la course aux subventions au patronat?

Le cherviche n'est plus che que ch'était

Giscard d'Estaing a fêté le

quarantième anniversaire de son élection à la présidence de la République, en mai 1974. Aux journalistes qui l'ont visité à cette occasion, il a affirmé que la France ne travaillait pas assez.

Giscard parle d'expérience car il a passé toute sa vie au contact des travailleurs: chauffeurs, majordomes, jardiniers, cuisinières, femmes de chambre, garde-chasse, etc. Alors, si le service se dégrade, si par exemple on met du temps à lui servir sa tisane, il est le premier à le constater.

Et dire que depuis 1981, le pays n'a plus su utiliser une telle compétence!

La réalité dé- passe l'affliction

Un député PS au Parlement européen vient de fonder un « Club des socialistes affligés » pour critiquer la politique du gouvernement Valls. Il a même défilé, lors de la manifestation du 1^{er} mai, à côté de Jean-Luc Mélenchon, lui aussi « affligé » par la politique du PS après en avoir été un de ses acteurs.

L'histoire montre que

chaque fois que le Parti socialiste arrive aux affaires, c'est pour faire la politique du grand patronat et redresser les finances en faisant payer les travailleurs. Mais chaque fois, il se trouve en son sein quelques dirigeants que cette découverte afflige.

Si ces gens sont affligés de quelque chose, c'est au moins d'ignorance ou de mauvaise mémoire, et plus certainement de mauvaise foi.

Vol au-dessus d'un monde de fous

Le PDG d'Air France-KLM ne décolère pas. Lui qui avait investi près de 500 millions d'euros dans la rénovation de ses fauteuils d'avion s'est vu voler la vedette par la compagnie concurrente des Emirats arabes unis qui a présenté son nouveau petit bijou de luxe. Il s'agit d'une cabine d'avion avec une « Résidence » disposant de ses propres toilettes et d'une salle de douche.

L'aller-simple entre Abou Dhabi et Paris sera facturé la modique somme de 18 000 euros. Rassurons les postulants:

pour ce prix, les occupants auront droit à un majordome! C'est la crise... mais les riches peuvent jeter l'argent à tout va pour s'envoyer en l'air!

Maltraitance sur personnes dépendantes

Berlusconi, ex-président du Conseil italien et toujours homme d'affaires riche, condamné à un an de prison pour fraude fiscale, a vu sa peine commuée en travaux d'intérêt général. Il doit donc aider des vieillards atteints de la maladie d'Alzheimer à prendre leur repas, et ce quatre heures par semaine, durant onze mois.

Il prétend avoir appris rapidement le métier. Et pour cause. Pendant des années Berlusconi a nourri à la cuillère en or une foule de politiciens, journalistes et serveurs divers, prêts à chanter ses louanges et à ignorer ses forfaits.

Sauf que ses malheureux « clients » d'aujourd'hui sont sûrement les seuls en Italie à avoir pu l'oublier.

• Bouygues telecom

2 000 emplois menacés

Martin Bouygues, PDG du groupe du même nom, a des soucis. Pas au sujet de ses week-ends de chasse en Sologne, ni même du BTP, de l'immobilier, du génie civil ou de TF1, mais sa stratégie pour renforcer sa filiale télécoms a capoté : il lorgnait sur le quatrième opérateur téléphonique, SFR, et c'est Numericable qui a emporté le morceau.

Dans la guerre des opérateurs, Bouygues telecom se retrouverait donc confronté au problème de sa « taille critique », supportant des coûts fixes de construction et d'entretien de réseaux, mais trop petit par rapport à la concurrence. Et pour rester dans la course, il devrait changer de « modèle économique », comme disent les économistes bourgeois, c'est-à-dire tailler dans ses effectifs.

Ce serait donc la raison des 1 500 à 2 000 emplois menacés, sur les 9 000 que compte la branche télécom de Bouygues en France.

Pourtant, en 2013, cette dernière a fait 11 millions d'euros de bénéfices. De surcroît, Bouygues était prêt, pour racheter SFR, à mettre 13 milliards sur la table ! Mais, un autre groupe capitaliste ayant décroché le pompon, le fils du roi du béton se replie sur une autre stratégie de jeu... boursier.

Vendre sa part d'Alstom, 29,3 %, pourrait lui sembler envisageable pour dégager du « cash ». Ou encore il pourrait vendre Bouygues telecom au concurrent Free, comme le lui suggère Montebourg, agacé de ces annonces de suppressions d'emplois, malvenues pour le PS en cette période électorale, et donc « habiller la mariée pour la noce », comme le dit cyniquement un analyste. Autrement dit, jeter à la rue près du quart des salariés permettrait de faire grimper la valeur de la filiale.

L'un ou l'autre, ces deux coups de Monopoly destinés à obtenir quelques petits milliards se traduiraient par des milliers de chômeurs supplémentaires. Un mal nécessaire aux yeux de ces milliardaires pour que gonflent leurs profits jusqu'à l'éclatement d'une nouvelle bulle financière... ou d'une vague de colère populaire ?

Viviane LAFONT

• Continental

Pendant que les profits explosent Les salaires dégringolent

Continental est un des groupes industriels les plus profitables au monde, en expansion continue. Depuis 2010, le groupe bat record sur record de profits. Avec 35 milliards de chiffre d'affaires et plus de 180 000 salariés, il affiche un taux de rentabilité qui dépasse les 10 % globalement, et les 17 % dans sa branche pneumatique. Cette dernière, avec 33 % des effectifs, permet à Continental AG d'empocher 66 % des profits et en fait le constructeur de pneumatiques le plus rentable du monde.

Le groupe a affiché pour 2013 un profit net de 2 milliards d'euros après impôts et provisions, auxquels il faut rajouter un désendettement qui, sur un an, a dépassé le milliard d'euros. Tout cela en a fait l'entreprise numéro un du DAX, la Bourse de Francfort, avec une action qui a grimpé de 82 % sur la seule année 2013.

Pour se récompenser lui-même du travail des dizaines de milliers de salariés, l'état-major de Continental ne s'est pas servi avec le dos de la cuillère. Le PDG Elmer Degnerhardt a vu sa rémunération annuelle grimper de 8,1 %,

passant à 3,981 millions d'euros. La DRH, elle, a vu son salaire de base augmenter de 12 % pour s'établir à 2,8 millions d'euros. Et c'est le chef de la division pneumatique, Nikolaï Setzer, qui bat tous les records en voyant sa rémunération annuelle passer de 1,967 million d'euros à 3,040, soit 55 % d'augmentation. Et tout cela sans compter la distribution d'actions qui accompagne ces « salaires de base ».

Pendant ce temps, les salariés en sont à compter les pertes. En France, après quatre années de retenues de plusieurs milliers d'euros sur le

compte de la participation, « pour payer le plan social de Clairoux », les salariés de l'usine de pneumatiques de Sarreguemines ont subi une nouvelle retenue d'importance. Cette année, 4 000 euros leur ont été retenus « pour provisionner le paiement des indemnités du procès intenté par 700 licenciés de Clairoux », selon la direction.

Dans les autres usines de la branche dite « automobile », en particulier à Toulouse-Foix-Boussens, le montant de la participation est divisé par deux. Cela fait une perte minimum de 1 600 euros sur l'année précédente. À cela s'ajoute une escroquerie honteuse sur l'intéressement. À la suite de la grève des salariés de Foix, la direction avait annoncé qu'elle augmentait l'intéressement de 500 euros. Au final, l'intéressement sera le même que l'année passée, les 500 euros non versés permettant, selon la direction, « de rattraper la

baisse qu'il aurait dû y avoir ». Comme provocation, il n'y a pas mieux.

Enfin, cerise sur le gâteau, les quelque 5 000 salariés de Continental en France se voient privés de la prime exceptionnelle de 900 euros donnée ailleurs, à la suite des résultats exceptionnels du groupe. Ce serait à cause du bénéfice de la participation donnée aux salariés de Continental en France... qui a justement dégringolé cette année. Là encore, difficile de faire plus provocateur.

Tout cela fait partie de ce que les travailleurs de Continental seront amenés à exiger en temps et en heure, mais cela montre comment un groupe richissime, avec des profits hors norme, se permet de baisser les rémunérations de ses salariés. Oui, la guerre de classe est bien en cours.

P.S.

• Marseille

Les écoles du centre-ville insalubres et bondées

Depuis la rentrée des vacances de Pâques, les parents et les enseignants de plusieurs écoles des quartiers populaires du 3^e arrondissement de Marseille se mobilisent contre les conditions d'accueil de leurs enfants. Manque d'hygiène dû à l'insalubrité des locaux, classes surchargées et trop nombreuses pour des locaux exigus, la coupe est en train de déborder.

Dès le lundi 5 mai, les parents de l'école National bloquaient l'entrée des enfants car un rapport du comité d'hygiène et de sécurité venait de révéler de nombreuses anomalies dans cette école qui accueille 402 élèves dans dix-huit classes. Sur des panneaux accrochés à l'entrée de l'école, ils ont exposé des photos et listé les problèmes : une cour de récréation trop petite prévue pour cinq classes ; des locaux moisus du fait des infiltrations d'eau, avec présence d'insectes, de cafards dans les casiers des enfants, de pigeons morts dans les faux-plafonds ; des toilettes en nombre insuffisant et en mauvais état ; encore plus grave, des issues de secours difficiles d'accès ou encombrées, et pas d'accès pour les pompiers.

Devant la mobilisation massive des parents, l'inspecteur de

l'Éducation nationale, dépêché sur place, s'est déchargé sur la mairie responsable des locaux. Mais c'est un peu facile, car l'accueil des enfants dans de bonnes conditions devrait être aussi une de ses priorités.

Le 13 mai, les parents de l'école de la Busserade bloquaient à leur tour l'accès de leur école, et déployaient une banderole dénonçant les classes surchargées. Cette école, qui occupe des préfabriqués installés dans la cour d'une ancienne caserne, comptait huit classes à son ouverture en septembre 2010. Elle devrait en compter onze à la rentrée 2014, avec toujours plus d'enfants !

Les écoles sont bondées car la démographie n'a pas suivi la courbe du désinvestissement de la mairie et des pouvoirs publics. La pénurie et le vieillissement des écoles du centre-ville



Les parents en colère manifestent.

de Marseille ne datant pas d'aujourd'hui, rien n'a été anticipé pour faire face à l'augmentation du nombre d'enfants.

Pourtant, dans ces quartiers à deux pas du centre-ville, bien des entrepôts et des vieilles bâtisses insalubres ont été rasés ces dernières années, mais toujours pour construire des logements résidentiels, des logements qui seront inaccessibles aux habitants pauvres du quartier. Et la mairie continue de prétendre qu'elle ne trouve

pas de terrains pour construire de nouvelles écoles !

Le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Benoît Hamon, vient de lancer la « refondation de l'éducation prioritaire ». Cela devrait au moins commencer par offrir des écoles convenables à tous les enfants. C'est tout le contraire de ce que fait son gouvernement, qui programme de nouveaux milliards d'économies sur le dos des services publics.

Correspondant LO

• SNCF

Un plan de suppressions d'emplois qui ne dit pas son nom

Mardi 13 mai, lors d'un comité central d'entreprise, la SNCF a présenté un projet intitulé « cessation des activités des agents du cadre permanent – départ volontaire ». Il s'agit d'un plan de suppressions d'emplois qui va toucher différents secteurs de la SNCF, entre autres les guichets et le Fret, et concerner différentes catégories de cheminots, en particulier ceux qui arrivent à quelques années de la retraite. Cela représenterait plus de 2 400 postes.

Ces nouvelles suppressions d'emplois s'intègrent dans une politique d'austérité plus générale, mise en place depuis des années, qui vise à réduire les effectifs et à faire travailler plus ceux qui restent pour augmenter les bénéfices de l'entreprise. La SNCF a le culot de présenter les secteurs concernés par le plan comme étant en « excédent d'effectifs », mais ce sont des problèmes de sous-effectifs qui se posent partout, et qui entraînent la dégradation des conditions de travail, les problèmes de sécurité et la détérioration du service rendu.

La SNCF trouvera sans doute des volontaires pour son plan de départs. Bien des cheminots sont en effet écœurés par cette dégradation continue de leurs conditions de travail et du service public dont ils ont la charge. Certains seront sans doute aussi convaincus par la prime proposée, qui pourrait

aller de 6 à 24 mois de salaire. Cela change un peu de la pinguerie habituelle de la SNCF qui, en situation normale, laisse partir ses agents avec

un ou deux mois de salaire comme prime de retraite après trente, voire trente-cinq années passées dans l'entreprise.

Si la SNCF met un peu la main à la poche, c'est parce que les réformes des retraites imposées aux cheminots par les gouvernements – y compris PS – les incitent à rester le plus longtemps possible, le système des décotes réduisant fortement leurs pensions, déjà maigres, quand il leur manque

quelques années de travail dans l'entreprise.

Il s'agit donc en particulier de pousser les plus vieux vers la sortie. Avec ce plan, la SNCF compte accélérer encore un peu plus l'hémorragie de ses effectifs, qui ont déjà diminué de 30 000 personnes depuis 2000 alors que la charge de travail reste la même. Les cheminots qui resteront et les usagers des transports publics ne pourront qu'en pâtir.

Correspondant LO

• SNCF – Orléans-les-Aubrais

Nos congés, on y tient !

Le mercredi 7 mai, une vingtaine de cheminots des gares d'Orléans-Les Aubrais (dont la quasi-totalité des agents de manœuvre) s'étaient donné rendez-vous pour interpeller la direction sur les problèmes de congés. Beaucoup d'entre eux se sont en effet vu refuser, décaler ou écourter les congés qu'ils avaient demandés pour l'été.

Les interventions ont été nombreuses. « Vous avez une femme et des enfants, vous pouvez bien comprendre qu'on ne veuille pas partir sans nos

familles », a répondu un des cheminots aux représentants de la direction qui leur reprochaient de ne poser leurs congés qu'en juillet et en août. Le mécontentement est d'autant plus fort que des congés sont refusés même hors période scolaire. « Si c'était seulement l'été que ça posait problème : j'ai demandé une journée un mois avant et on me l'a refusée », a ajouté un des présents.

Tous ont dénoncé le manque de personnel et protesté contre l'absence totale

de recrutement en 2014 : « Il faut des embauches, et maintenant ! On ne va pas tenir jusqu'à la fin de l'année ».

Devant leur détermination, le responsable a tout de même annoncé le maintien d'un poste de réserve dont bien des cheminots présents craignaient la suppression. Sachant que leur colère est remontée au bureau du directeur de région, ils sont sortis satisfaits d'avoir pu se faire respecter, et décidés à ne pas en rester là.

Correspondant LO

• Les éboueurs en ont ras la benne

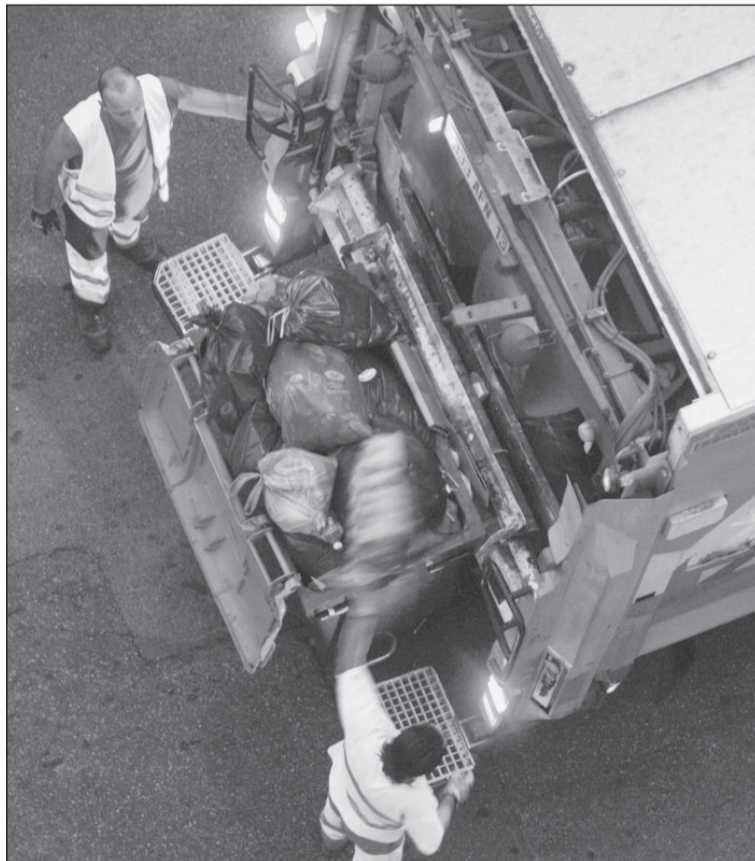
Le 12 mai, les 35 000 éboueurs, balayeurs, chauffeurs de camions-bennes, agents de tri et de traitement des déchets de tout le pays, ainsi que les égoutiers parisiens, étaient appelés à la grève par la CGT, dans le public comme dans le privé, dans des entreprises comme Sita, Urbaser et Veolia.

Selon la centrale syndicale, la grève a été bien suivie. Les travailleurs réclament entre autres une revalorisation des salaires – dans le public, Valls a annoncé il y a peu un blocage des salaires jusqu'en 2017. Ils exigent aussi, étant donné la pénibilité liée à leurs diverses tâches, un droit au départ anticipé à la retraite, à 50 ans pour les postes déclarés insalubres, à 55 ans pour ceux déclarés pénibles, et une réduction du temps hebdomadaire de travail pour les postes insalubres.

Les éboueurs, chacun peut le constater, sont confrontés aux difficultés induites par le travail nocturne (problèmes

cardio-vasculaires, perturbation du sommeil...) et, en particulier pour les plus anciens qui ont dû travailler sans camions équipés de lève-conteneurs, à des efforts physiques intenses qui se payent cher lors du grand âge. Et si des grèves longues, comme en 2010 à Paris, ont fait progresser les conditions de travail des employés, celles-ci restent difficiles dans certaines villes non équipées de matériels ou de revêtements de sol plus modernes, ou dans des entreprises privées obsédées par la rentabilité.

Il demeure que, partout, le port de charges et les mouvements répétés entraînent évidemment des troubles musculo-squelettiques et font souffrir les épaules, le dos, les lombaires, que les montées et descentes du marche-pied attaquent les genoux, et que la hâte et le stress aggravent le tableau. Certains grévistes mentionnent aussi les risques de contamination biologique et les risques liés aux produits dangereux. Un éboueur toulousain, de nuit,



cite quatre cas de cancers dans son équipe de 32 salariés. Collecter chaque jour huit tonnes d'ordures ménagères constitue, ainsi que le remarque un travailleur, une tâche indispensable mais difficile.

Les travailleurs du nettoyage, lorsqu'ils cessent le travail, démontrent de façon ô combien sensible à quel point la classe ouvrière fait tourner l'ensemble de la société.

Viviane LAFONT

• Magasins Dia Bénéfices en hausse, emplois en baisse

Le groupe espagnol Dia vient d'annoncer son intention de mettre fin à ses activités en France, où il emploie 7 000 salariés sur 685 points de vente. Numéro 3 mondial de hard-discount alimentaire, Dia a réalisé 11,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2013, avec un bénéfice en hausse de 4,3 %, et il a augmenté de 23 % les dividendes versés à ses actionnaires.

Mais le groupe estime que ses marges bénéficiaires sont insuffisantes en France, sauf en Île-de-France et dans le Sud-Est, et a donc décidé de se débarrasser d'une partie de ses magasins... et des 1 500 employés qui y travaillent. C'est ainsi qu'à Fourmies, dans le Nord, les salariés ont appris que le magasin fermerait ses portes le 31 mai. Sans doute, ils ne sont pas licenciés pour autant, la direction les a seulement priés d'aller voir à Maubeuge ou à Charleville-Mézières, à une quarantaine de kilomètres de distance, s'il y a de la place pour eux ! Autant dire qu'il y a de forts risques pour qu'ils se retrouvent quand même au chômage en fin de course. Et cette situation se reproduira à coup sûr dans les autres magasins Dia, soit dans ceux que la direction va fermer, soit dans ceux qu'elle compte vendre.

Montebourg, ministre de l'Économie mais surtout bonimenteur patenté, a déclaré qu'il allait recevoir les dirigeants du groupe le 19 mai, et qu'il serait « particulièrement attentif à l'avenir des salariés ». On sait quel a été le résultat de ses précédents effets de manche devant les patrons ; que ce soit à Florange ou PSA-Aulnay, ces derniers n'ont pas reculé d'un pas sur la fermeture des sites et les licenciements programmés. S'ils veulent sauver leur gagne-pain, les salariés de Dia auront à se défendre en ne comptant que sur leur détermination.

M.L.

• LCL

« *Projet d'entreprise* »

Le personnel des centres administratifs est visé

Il y a plusieurs mois que la direction de la banque LCL (l'ex-Crédit lyonnais, devenu filiale du Crédit agricole) a annoncé la mise en place de son projet d'entreprise pour les cinq ans à venir, sans donner aucun détail précis, et particulièrement en ce qui concerne l'emploi. Mais elle vient de lever le masque avec une première annonce détaillée d'attaques contre les effectifs.

La DSBA, qui regroupe les centres administratifs traitant les opérations des clients sur tout le territoire, et qui compte à présent un peu plus de deux mille salariés, est concernée. Depuis des années, ces centres subissent des diminutions d'effectifs régulières. Si une part de cette évolution est liée aux traitements informatiques, on a aussi assisté, année après année, à un accroissement incessant de la charge de travail par personne.

Cette fois encore, la direction compte réduire le nombre de salariés dans les centres, mais elle ne s'arrête pas là. Elle a en outre décidé d'externaliser une activité traitée sur plusieurs sites : la numérisation des documents. Ce traitement serait effectué par des prestataires et, bien sûr, la direction compte gagner de l'argent dans cette opération. Mais, vu les salaires de LCL, on ne voit pas comment une entreprise extérieure pourrait faire mieux sans faire travailler ses salariés pour un salaire de misère dans des hangars sans chauffage.

La direction prévoit aussi de recentrer certaines activités, maintenues dans l'entreprise, sur un moins grand nombre de sites. Elle explique que le nombre de personnes serait trop faible dans certains sites, du fait des départs en retraite prévus, et elle a annoncé la fermeture de six d'entre eux d'ici à 2016 (sur un total de 26 actuellement). Pourtant, il y a quelques années, cette même direction expliquait que, du fait de la possibilité d'envoyer le travail sur n'importe quel centre, grâce à de nouveaux logiciels informatiques, elle pouvait maintenir des activités partout, et ne pas fermer de sites. Elle disait même que, en échange, le personnel devait accepter de ne plus travailler pour un secteur d'agences donné, mais pour n'importe quelle région et pour tous types de clients (ce qui alors était nouveau).

Mais, maintenant, changement de discours ! Non seulement des départs en retraite

ne seront pas remplacés mais, en outre, plusieurs centaines d'employés devront, soit changer de région, soit changer de travail, et parfois les deux.

D'après la direction, moins de deux cents personnes devraient changer de lieu de travail, mais c'est déjà trop. Et, même s'il ne s'agit que de vingt ou trente personnes par site, chacun se demande ce qu'il va devenir. Pour des collègues qui travaillent sur Poitiers, Grenoble, Strasbourg... il n'y a pas d'autre centre administratif à proximité. En cas de changement de travail avec une mutation en agence, beaucoup ne pensent pas qu'il y ait de la place pour eux dans les agences à proximité. Ce souci est encore aggravé par les proclamations de la direction, qui annonce que l'heure est à la banque digitale, aux échanges Internet... ce qui n'augure rien de bon pour les salariés des agences et pour la création de postes dans ce secteur.

Les employés ont d'abord été sous le choc de cette annonce mais, déjà, un certain nombre commencent à dire que ça ne va pas. Sur plusieurs sites de la région parisienne notamment, ils se plaignent à juste titre d'être débordés. Pourtant il est tout à fait possible de partager le travail entre tous. À l'heure de la banque digitale dont se vante la direction, il serait tout à fait possible d'envoyer du travail à vingt ou vingt-cinq personnes, sans les changer de travail ni de site, et ces mêmes salariés ont les moyens de correspondre avec leurs collègues si la complexité du travail le nécessite.

La direction aurait donc tout à fait les moyens de maintenir les sites là où ils sont, ou de trouver des locaux plus petits dans la même ville s'ils ne sont plus adaptés. D'autant qu'elle se plaint volontiers de charges immobilières excessives.

La direction cherche par tous les moyens à gagner plus d'argent alors que ses bénéfices sont déjà plantureux. Il ne faut pas laisser passer ses attaques.

Correspondant LO



• LCL – Tours Denoyelle

Un plan social pour plus de profits

À Tours, même si le site de LCL ne fait pas partie des six qui doivent fermer (comme Poitiers, tout proche), ça a été un choc quand le directeur de l'unité a annoncé les détails du plan de suppressions d'emplois des sites administratifs pour la période 2014-2015, dans le cadre d'un « plan moyen terme » qui va jusqu'en 2018.

La principale activité en termes d'effectifs, les prêts immobiliers, est transférée sur Clichy et Evry en région parisienne. Il ne restera que le Précontentieux, qui emploiera 30 personnes. Après tous les départs non remplacés, il n'y aura plus que 77 employés, et 39 devraient partir en retraite d'ici à la fin 2015. Cela signifie

qu'une dizaine n'auront le choix qu'entre une mutation ou le licenciement. Quant aux 30 qui resteront, rien ne leur garantit que, par la suite, on ne leur annonce pas que le site a atteint la « taille critique » qui justifie les fermetures.

Une fois le coup passé, les langues se sont déliées. D'autant que le lendemain de l'annonce, tous ont reçu par mail les résultats du 1^{er} trimestre pour le groupe. Pour ne citer qu'un chiffre, celui qui fait briller les yeux des actionnaires, le résultat part nette du groupe s'élève à 868 millions, en augmentation de 29,6 % par rapport au 1^{er} trimestre 2013. Et ils n'auraient pas les moyens de maintenir les sites et les

emplois ?

Pour chacun de nous, il est évident que le nouveau plan de suppressions d'emplois ne se justifie que par la volonté des banquiers de faire autant sinon plus de profits. Ceux qui sont en âge de partir en retraite estiment que LCL se débarrasse d'eux à bon compte. Ceux qui restent au Précontentieux se demandent pour combien de temps. Et il y a ceux qui craignent qu'on ne les incite à partir ailleurs. Tout cela fait que le mécontentement pourrait trouver à s'exprimer quand les mesures concrètes arriveront.

Correspondant LO

• Aluminium Dunkerque

Le ton monte

La direction de Rio Tinto Alcan a précisé son plan de suppressions d'emplois à Aluminium Dunkerque par le biais de « départs volontaires » : elle voudrait se débarrasser de 5 cadres, 13 Etam et 47 opérateurs, en plus des 20 postes d'intérimaires supprimés.

En comptant 25 départs non remplacés, cela représente une chute de 110 emplois depuis le début de 2013. Près de 15 % de l'effectif ! Et cela alors que la production ne diminue pas, au contraire.

Mercredi 7 mai, la CGT a appelé à une grève de huit heures, suivie par 80 % des opérateurs. À l'assemblée des grévistes, la tendance était d'attendre la réunion du 12 mai pour voir ce que la nouvelle organisation donnerait dans les secteurs. Mais, ce jour-là, la direction n'a rien dévoilé, préférant éparpiller les informations au niveau de chaque secteur. D'un autre côté, elle grossit volontairement l'impact financier et organisationnel de la journée

de grève pour faire pression sur les travailleurs et tenter de freiner un nouveau mouvement.

Ces petites manœuvres n'impressionnent pas les travailleurs qui savent que beaucoup de ceux qui partiraient se retrouveraient vite sans rien et que, de ceux qui resteraient, la direction exigerait des charges de travail encore plus lourdes qui les feraient s'épuiser au travail. Et il n'en est pas question.

Correspondant LO

• STX/Chantiers de l'Atlantique – Saint-Nazaire

Une commande de paquebot annoncée, mais des effectifs en peau de chagrin

Vendredi 9 mai, les travailleurs des Chantiers ont appris la prise de commande d'un nouveau paquebot géant. La direction de STX en a profité pour s'autoféliciter de ce qui, d'après elle, garantit l'emploi sur le site pour plus de quatre ans.

Pour les travailleurs, habitués aux promesses mensongères de leurs patrons, cette annonce est cependant loin de garantir quoi que ce soit. Car des périodes de charges de travail bien plus élevées que celle annoncée n'ont pas empêché une baisse continue des effectifs.

Pour les salariés de STX, depuis dix ans, les départs non remplacés des travailleurs exposés à l'amiante, les licenciements des travailleurs usés devenus « inaptes », la multiplication des licenciements disciplinaires ainsi qu'un plan de départs volontaires ont ramené les effectifs de plus de 5 000 à moins de 3 000.

Quant aux milliers de travailleurs intérimaires et sous-traitants dont le gagne-pain était jusqu'à ces dernières années presque exclusivement lié à leur travail aux Chantiers navals de Saint-Nazaire, leur situation est devenue catastrophique. Encaissant de plein fouet le moindre creux de la charge de travail, la reprise de la production ne signifie même plus retrouver (ou garder) leur

emploi. Et ce ne sont pas les maigres investissements dans un outil de travail tout juste entretenu, et encore moins les méthodes de travail n'ayant pas connu d'améliorations qui peuvent expliquer ces emplois en moins.

Au fil des années, la direction des Chantiers de Saint-Nazaire (Alstom, puis Aker-Yards, puis STX) a mis en place un système qu'elle a elle-même appelé « montage exotique ». Se mettant prudemment à l'abri d'éventuels dérapages pouvant impliquer des poursuites judiciaires, elle est parvenue à imposer aux patrons sous-traitants le recours massif à des travailleurs détachés provenant principalement de l'est et du sud de l'Europe.

Aux débuts des années 2000, plusieurs scandales ont éclaté révélant les conditions honteuses d'hébergement de travailleurs détachés, mais aussi le non-paiement de leurs salaires. C'est par leurs luttes déterminées que ces travailleurs (soutenus par la CGT) ont le plus souvent réussi à obtenir gain de cause. De son côté, l'inspection du travail a dressé à plusieurs reprises des procès-verbaux d'infractions importantes au Code du travail. Si de rares intermédiaires peu prudents ont été condamnés à régulariser des salaires, la plupart d'entre eux ont pu échapper aux poursuites. Quant aux véritables responsables, les donneurs d'ordres, ils n'ont jamais



été véritablement inquiétés.

Avec le temps, la direction des Chantiers est parvenue à sélectionner des intermédiaires plus présentables et mieux documentés sur les meilleures manières de s'accommoder de la législation française du travail. C'est ainsi que le tarif des travaux confiés aux entreprises sous-traitantes est fixé en intégrant le montant très bas des cotisations sociales des travailleurs détachés. Mais il compte aussi sur le fait que l'obligation de fournir des fiches de paie au moins égales au smic mensuel s'accompagne de la quasi-absence de moyens pour vérifier le nombre d'heures réellement travaillées... Quant à la question des cadences et des

conditions de travail, tout problème de santé, toute protestation les remettant en cause se traduit par un rapatriement immédiat.

Ainsi, en 2012, plus de la moitié des 3 000 travailleurs sous-traitants du site étaient des travailleurs détachés. 2013 a été marquée par un important creux de charge et du chômage massif. Mais pour les travailleurs détachés, cela n'apparaît dans aucune statistique en France puisqu'ils sont tout simplement renvoyés chez eux.

La reprise importante de la production amorcée depuis le deuxième trimestre 2014 est marquée par une mise en concurrence accrue entre les ouvriers et techniciens d'études

travaillant habituellement sur le site et les travailleurs détachés. Ceux-ci constituent maintenant une véritable armée de réserve de travailleurs sous-payés, réquisitionnable aussi rapidement qu'elle est renvoyable, qui se substitue de plus en plus aux travailleurs dont c'était l'activité régulière et qui tire vers le bas les salaires et les conditions de travail de tous.

La reprise importante de la production annoncée pour les années à venir fournit une occasion de y remédier en imposant, pas des luttes communes à tous les travailleurs, un statut unique aux meilleures conditions pour tous.

Correspondant LO

• Caisse d'allocations familiales – Paris

Vers la fermeture de guichets ?

À la Caisse d'allocations familiales de Paris, le retard dans le traitement des dossiers est chronique. Pour tenter de résorber les dossiers non traités, la direction ferme ses lieux d'accueil à tour de rôle sans trop informer les allocataires. Une affiche à l'entrée, et l'information s'arrête là. La direction argumente que fermer les guichets permet à tous les employés de traiter les courriers et les dossiers. Mais comme cela n'est pas suffisant, elle a recours aux heures supplémentaires ou au rachat des RTT pour ceux qui l'acceptent.

Quand le centre de Nationale dans le 13^e arrondissement de Paris est fermé, les familles se rabattent sur celui du Pot-de-Fer dans le 5^e arrondissement. Bien que ce centre ne puisse

accueillir que 150 personnes, 400 personnes s'y pressent les jours de fermeture de Nationale. L'affluence est telle que les allocataires doivent se déplacer plusieurs fois pour rencontrer un employé et régler leurs problèmes.

Le pire pour ce centre est encore à venir puisqu'il doit être définitivement fermé courant juillet. La direction a réuni les employés pour les informer de leur déplacement au siège dans le 15^e. Certains ont protesté, disant que leur temps de transport serait allongé, que leur contrat de travail n'avait pas la clause de mobilité. Le directeur a balayé ces arguments en répondant qu'il y avait des transports et que la clause de mobilité ne s'appliquait pas dans Paris. Quant aux problèmes

que peuvent rencontrer les allocataires, la direction les balaye aussi d'un revers de main. Pour elle, pas de problème : il y a la plate-forme téléphonique, les mails... Seulement, beaucoup ne disposent pas d'ordinateurs, quant au site Caf.fr, parfois il ne fonctionne pas et les lignes téléphoniques sont surchargées. Et, pour finir, la direction annonce que l'accueil du siège sera fermé tout juillet pour rénover le sol des guichets...

Voilà ce que la CAF réserve aux employés et aux familles. Tout cela parce que le ministère et la direction refusent d'embaucher le personnel nécessaire et veulent réaliser 1,2 milliard d'économies sur les frais de gestion des organismes de la Sécurité sociale.

Correspondant LO

• Arkema – Jarrie (région de Grenoble)

Le patron condamné

L'entreprise de chimie Arkema vient d'être condamnée à payer à 43 anciens salariés de l'usine 12 000 euros au titre du préjudice d'anxiété du fait de leur exposition à l'amiante. Ce verdict de la cour d'appel de Grenoble a confirmé le jugement du conseil des prud'hommes, rendu en décembre 2012. Elle a même augmenté les dommages et intérêts à payer aux salariés de 2 000 euros par rapport au premier jugement. Arkema devra aussi payer 300 euros à chaque salarié pour les frais de justice.

La cour d'appel a expliqué que la société Arkema de

Jarrie « en tant qu'industriel connaissant les risques liés à l'inhalation de la poussière d'amiante, avait ou aurait dû avoir conscience du danger auquel étaient exposés ses salariés et [qu']elle n'a pas pris les mesures nécessaires pour les en préserver ».

Cette nouvelle condamnation d'Arkema n'est que justice. Cela lui coûtera en tout 550 000 euros, soit une goutte d'eau dans l'océan de ses profits. Mais c'est une satisfaction morale pour tous les travailleurs concernés face à ce patron empoisonneur.

Correspondant LO

• Avril 1984

Contre le plan Acier de Mitterrand

Les sidérurgistes dans la rue

Le 13 avril 1984, entre 40 000 et 60 000 sidérurgistes manifestaient à Paris contre le gouvernement d'Union de la gauche de François Mitterrand et son deuxième « plan Acier », qui prévoyait une nouvelle saignée dans leurs effectifs. Quelques jours auparavant, le 4 avril, on dénombrait 150 000 manifestants dans les villes de Lorraine, des ouvriers sidérurgistes, mais aussi d'autres salariés et des petits commerçants. La colère dominait parmi les manifestants, ainsi que le sentiment d'une immense trahison de la part de ce gouvernement de gauche pour lequel la grande majorité d'entre eux avait voté en 1981.

Mitterrand n'avait en effet pas été averti de promesses vis-à-vis des sidérurgistes lorrains. En octobre 1981, lors d'une tournée dans la région quelques mois après son élection, il déclarait : « Il n'y aura pas de secteur condamné, qu'il s'agisse, dans votre région, de la sidérurgie qu'il nous faut sauvegarder, développer, ou des mines de fer, dont l'exploitation doit être poursuivie (...) ».

La réalité allait être tout autre. En février 1982, le gouvernement Mitterrand-Mauroy, comprenant quatre ministres communistes, achevait la nationalisation de la sidérurgie qui avait été entamée quatre ans auparavant, sous un gouvernement de droite. Cette nationalisation, présentée par le PCF comme une panacée, était en fait surtout un beau cadeau fait à la famille de Wendel et aux autres grands patrons de l'acier. L'État prenait à son compte les dettes du secteur et permettait à ces capitalistes de se retirer sans pertes et de placer leurs milliards dans des secteurs plus rentables.

Pour les ouvriers, une catastrophe se préparait. Dès juin 1982, le gouvernement présentait son « plan Acier » comportant 12 000 suppressions d'emplois. Moins de deux ans plus tard, le 29 mars 1984, il révisait ce plan et supprimait 21 000 emplois supplémentaires. Les usines sidérurgiques de Longwy, Denain et Pompey, près de Nancy, étaient condamnées à la fermeture. Celles de Neuves-Maisons et de Gandrange perdaient une bonne partie de leurs effectifs. En Lorraine, un sidérurgiste sur quatre était concerné, à Longwy, un sur deux ! Cette nouvelle saignée survenait après une succession de plans dits de reconversion ou de modernisation, qui avaient déjà fait des coupes claires dans les effectifs depuis les années 1960.

PCF et CGT au secours de Mitterrand

Georges Marchais, alors secrétaire général du PCF, fit une apparition dans la manifestation parisienne du 13 avril

et critiqua le plan Acier. Les dirigeants lorrains du PCF, de leur côté, affirmaient à qui voulait l'entendre que les ministres communistes n'accepteraient jamais ce plan et démissionneraient s'il était appliqué...

Non seulement les ministres communistes ne partirent pas, mais un mois plus tard, en mai 1984, les députés communistes votèrent même la confiance au gouvernement Mitterrand-Mauroy. En revanche, les ministres communistes quittèrent le gouvernement en juillet, après les résultats catastrophiques du PCF aux élections européennes de juin, où il passa de 20,5 % à 11,28 %, alors que le FN dépassait les 10 %.

Au-delà du PCF, c'est aussi la CGT qui aida le gouvernement en canalisant la colère des « métallos ». Quelques années auparavant, début 1979, celle-ci avait déjà éclaté en riposte à un plan similaire, cette fois pris par un gouvernement de droite. Les manifestations avaient alors été massives à Longwy et à Denain, puis à Paris. Les sidérurgistes avaient organisé plusieurs séquestrations, la mise à sac de locaux patronaux ou publics, le blocage des routes. Ils s'étaient affrontés violemment avec la police, allant jusqu'à attaquer le commissariat de Longwy à plusieurs reprises. Mais pour la CGT et les autres syndicats, il n'était pas question de répondre de la même façon à un gouvernement de gauche.

Les débrayages furent donc limités, les manifestations soigneusement encadrées. Les dirigeants syndicaux donnèrent un caractère régional à la manifestation parisienne, avec une grande croix de Lorraine et des majorettes en costume traditionnel placées en tête. Ils réclamèrent une solution industrielle pour la Lorraine, ne cherchant nullement à faire le lien avec les autres secteurs attaqués et à préparer une riposte d'ensemble aux licenciements, contre le patronat et le gouvernement qui en portaient la responsabilité.

Pourtant, les restructurations touchaient bien d'autres

secteurs : 5 000 emplois devaient être supprimés dans la construction navale, 6 000 dans les charbonnages. Le groupe Peugeot venait lui aussi de lancer un vaste plan de plus de 12 000 suppressions d'emplois pour ses trois marques, Talbot, Peugeot et Citroën, ce qui avait déclenché une grève dure à Talbot-Poissy, en décembre 1983 et janvier 1984.

Dès cette époque, et même en réalité depuis le début de la crise du système capitaliste, dans les années 1970, les attaques du patronat et des gouvernements successifs se multipliaient contre le monde du travail. Alors qu'organiser la contre-offensive aurait été nécessaire, le rôle antiouvrier du gouvernement qui se disait de gauche ainsi que la politique menée par le PCF et par les syndicats contribuèrent au contraire à démobiliser les militants et à démoraliser le monde du travail. Et cela à un moment où la capacité de mobilisation de la classe ouvrière était réelle, comme le montrait le caractère massif des manifestations.

Un beau cadeau pour le patronat

La casse de la sidérurgie allait continuer les années suivantes et la région entière allait en rester sinistrée, alors que les patrons du secteur tiraient toujours leur épingle du jeu. Après avoir pris à sa charge la fermeture des usines et la modernisation de celles qui restaient – les différents plans de sauvetage coûtèrent 110 milliards de francs – l'État privatisa de nouveau le secteur quand celui-ci renoua avec les bénéficiaires. En effet, les effectifs fondirent, divisés par 3,4 entre 1980 et 1999, mais la production, elle, ne baissa que de 13 %. En 1994, le gouvernement de cohabitation Balladur-Mitterrand commença à revendre des parts d'Usinor-Sacilor, le groupe issu de la fusion en 1986 des deux entreprises nationalisées, Usinor et Sacilor. La privatisation fut achevée en 1997, cette fois sous le gouvernement de cohabitation Jospin-Chirac.

Sidérurgistes lorrains manifestant à Paris en avril 1984



Tipimage

Usinor-Sacilor, devenu Arcelor en 2002 par fusion avec deux autres groupes sidérurgistes européens, tomba dans l'escarcelle du capitaliste Lakshmi Mittal en 2006. Depuis, les restructurations, les fermetures et la baisse des effectifs ont continué. Après la fermeture de l'aciérie de Gandrange en 2008, ce fut le tour des hauts fourneaux de Florange en avril 2013. Les gouvernements, de droite comme de gauche, laissèrent faire tout en lanternant les ouvriers.

Les usines sidérurgiques de Lorraine, qui représentaient 130 000 emplois en 1960, ont maintenant presque toutes

fermé, laissant une région dévastée. Les plans de suppressions d'emplois successifs ont provoqué bien des réactions chez les ouvriers, qui permirent tout au plus d'en atténuer quelque peu les effets. Ainsi ils bénéficièrent de dispenses d'activité à partir de 50 ans ou de l'augmentation des primes de départ, obtenues lors du coup de colère de 1979, mais supprimées dans les années 1990. Mais face à eux, les grands patrons de la sidérurgie d'aujourd'hui et d'hier, les de Wendel et les Mittal, continuent à faire partie des plus grandes fortunes mondiales.

Valérie FONTAINE

• Au sommaire de LUTTE DE CLASSE N° 160 (mai-juin 2014)

- Élections européennes : intérêt et limites des campagnes électorales pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
- Rachat d'Alstom : les bonimenteurs du patriotisme économique
- Le Parti de gauche et les élections européennes, entre radicalisme de façade et idées réactionnaires
- Avec la crise, le mal-logement et la cherté du logement s'étendent
- Les révolutionnaires et la défense de la Sécurité sociale
- Hollande et la « Françafrique » : une présence militaire accrue pour renforcer la domination impérialiste

Annexes

- Affiche apposée sur les panneaux électoraux
- Affiches slogans

Prix : 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,63 euro

• Nigeria

La sauvagerie de Boko Haram et celle de l'État

L'enlèvement, il y a un mois, de plus de deux cents lycéennes par la secte Boko Haram au Nigeria et la vidéo diffusée le 5 mai par son chef ont suscité une indignation générale. Le voyant menacer de vendre les jeunes filles et d'en garder certaines comme esclaves, leurs mères et leurs familles ont commencé à s'organiser et à manifester, comptant peu sur l'État nigérian. Elles ont été relayées dans de nombreux pays sous le mot d'ordre : « Bring Back Our Girls » (Ramenez nos filles). Mais, à côté de l'indignation universellement provoquée par les propos odieux du chef de Boko Haram, les hommes politiques de tous pays se sont empressés de s'engouffrer dans le mouvement, de manière beaucoup moins désintéressée.

Le Nigeria, devenu la première économie du continent devant l'Afrique du Sud, et le sixième producteur mondial de pétrole, a de quoi susciter toutes les attentions. Les USA, la Grande-Bretagne, la France ont envoyé des spécialistes de la lutte contre le terrorisme, et François Hollande a même réussi à mettre sur pied une conférence internationale à Paris, se prévalant du « savoir-faire » dont a fait preuve l'armée française au Mali. Les interventions militaires de l'impérialisme français en Afrique lui permettent d'avancer ses pions dans une zone plutôt dévolue à ses rivaux anglo-saxons, et en particulier aux compagnies pétrolières comme Shell, dont les méthodes dans le delta du Niger ont déclenché la révolte des habitants.

Eldorado pour qui ?

Pays le plus peuplé d'Afrique avec ses 170 millions d'habitants, le Nigeria était surtout évoqué ces derniers temps dans la rubrique économique des journaux comme un nouvel eldorado, le symbole d'une Afrique subsaharienne qui allait enfin sortir de la misère. La presse vante son taux de croissance de plus de 6 % et sa capitale économique, Lagos, est qualifiée de « Singapour de l'Afrique ». Mais ces indicateurs économiques ne signifient rien pour la population, et si le Nigeria peut être un symbole, c'est surtout celui des inégalités qu'engendre le développement capitaliste.

À Lagos même, principale ville du pays, coexistent les riches demeures d'une



La protestation des femmes nigérianes

bourgeoisie affichant son luxe et des bidonvilles d'une abominable pauvreté. L'absence d'électricité est quasi permanente dans la plupart des quartiers et à l'échelle du pays, la moitié des Nigériens n'y ont de toute façon pas accès. Le président Goodluck Jonathan a entrepris d'en privatiser la production, ce qui résoudra peut-être le problème pour la minorité capable de payer, cette nouvelle classe moyenne africaine dont se gargarisent les économistes. Les coupures d'eau sont fréquentes et les routes défoncées. Pour avoir du carburant, la population en est réduite à siphonner les pipe-lines, provoquant régulièrement des explosions meurtrières. On estime pourtant que six mille personnes viennent chaque jour s'ajouter aux dix-huit millions d'habitants de l'agglomération de Lagos dans l'espoir d'y trouver une vie meilleure.

Une terrible arriération

Dans le reste du pays, la situation est encore pire, en particulier dans les régions musulmanes du Nord où est née la secte Boko Haram. Déjà à l'époque de la colonisation britannique cette zone était délaissée, beaucoup moins intéressante que les régions côtières, comme partout en Afrique. Cela a continué avec l'indépendance. En 2001 les

États du nord de cette fédération qu'est le Nigeria ont instauré la charia, la loi islamique, avec la complicité du gouvernement central. Celui-ci ne s'est un peu ému que lorsqu'une adolescente condamnée à mort par lapidation pour adultère a fait l'objet d'une campagne internationale de soutien en 2003. De telles condamnations sont régulièrement prononcées, pour homosexualité par exemple. Les femmes sont les premières victimes de cette arriération. Dans l'État de Zamfara, le premier à avoir instauré la loi islamique, seulement 5 % des filles sauraient lire et écrire.

C'est sur ce terrain de pauvreté, d'arriération moyenâgeuse et de violent mépris des femmes que s'est développée au début des années 2000 la secte Boko Haram, dont le nom veut dire littéralement « l'éducation est un péché ». Ses hommes s'en sont d'abord pris aux symboles du pouvoir, postes de police, casernes, tribunaux, avant de

retourner leurs armes vers ce qu'ils considèrent comme les symboles de l'Occident, en particulier l'école. Ils ont mené des attaques sanglantes contre des églises chrétiennes dans le sud du pays, et même contre le siège des Nations unies à Abuja, la capitale politique. Le pouvoir central nigérian, après avoir tenté d'acheter ses chefs, a constitué des forces de combat contre le groupe. Mais la plus grande partie du budget militaire,

qui représente pratiquement le quart des dépenses de l'État, est englouti dans la corruption et derrière le président civil Goodluck Jonathan, les généraux, longtemps au pouvoir, ont gardé leur influence et leur richesse. D'ailleurs, quand l'armée nigérienne intervient contre Boko Haram, c'est en grande partie la population qui fait les frais de ses bombardements, à tel point que les organisations humanitaires affirment qu'elle a fait plus de victimes parmi les villageois que la secte elle-même.

Derrière une croissance économique qui ne profite qu'à une minorité, c'est le maintien de cette arriération, de cette violence et de cette pauvreté que l'impérialisme offre en guise de développement à la population des pays d'Afrique. La sauvagerie de sectes comme Boko Haram est un produit de la politique des grandes puissances dont les dirigeants s'indignent aujourd'hui.

Daniel MESCLA

• Grèce

Les armateurs vont bien

« Les armateurs grecs ont remarquablement bien traversé la tempête et réalisé de belles acquisitions qui se révéleront rentables (...) d'ici un à deux ans. » C'est un des leurs qui le disait en mars 2013. Et c'est fait. La flotte grecque est redevenue la première du monde, en tonnage.

Les armateurs grecs possèdent presque le quart de la flotte mondiale des pétroliers et plus de 18 % des vraquiers pour le transport des céréales et d'autres denrées en vrac. En 2013, ils ont acheté 275 navires neufs pour 9,4 milliards d'euros. Ils auraient déjà investi près de 5 milliards d'euros au premier trimestre 2014.

Passant de leur résidence d'Athènes à celle de Genève, Londres ou New York pour les plus riches, ils revendiquent cependant leur attachement à la Grèce, sans aller jusqu'à y payer des impôts, mis à part une taxe forfaitaire sur le tonnage des navires. En 2013, l'association des armateurs a signé avec le gouvernement un accord qualifié de « réellement émouvant » par le Premier ministre Samaras : ils acceptaient de verser une contribution volontaire sur trois ans, qui devrait rapporter cette année environ 80 millions d'euros. Cette somme, ridicule au regard des profits amassés, laisse intacts leur fortune, et leurs privilèges liés à l'immatriculation des deux tiers de leur flotte dans des paradis fiscaux.

Tout à leur service, le gouvernement met en œuvre ou cautionne toutes les mesures augmentant l'exploitation des marins, comme il le fait contre tous les travailleurs dans les autres branches de l'économie. Cela explique aussi l'accroissement des profits patronaux. Les marins ont vu ainsi leur convention collective démantelée, leurs salaires amputés et leurs caisses d'assurance sociale et de retraite mises en quasi-faillite, car les armateurs leur devraient des dizaines de millions d'euros.

Il paraît que la Grèce « sort de la crise ». Les armateurs et les banquiers certainement, si même ils y sont jamais entrés. Les travailleurs, eux, s'y enfoncent.

Sylvie MARÉCHAL

• Ukraine

Après le référendum indépendantiste du Donbass

Malgré les conseils plus ou moins sincères de Poutine de retarder la consultation, un référendum a bien eu lieu le 11 mai dans deux provinces russophones de l'est de l'Ukraine. À une forte majorité, il a reconnu la souveraineté des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, marquant leur autonomie, voire leur indépendance à l'égard du reste de l'Ukraine.

Depuis des semaines, le pouvoir central ukrainien, non seulement refuse toute idée de consultation populaire sur l'avenir de ces régions, mais assiège militairement les villes du Donbass qui ont fait sécession. Quant aux États-Unis, qui soutiennent ce gouvernement, ils ont dénoncé ce référendum comme « illégal » et « illégitime ». Paris et Berlin ont pour leur part publié un communiqué commun le qualifiant de « nul et non avenue ». Les médias européens ont, eux, repris en boucle le thème d'un référendum illégal, sans jamais oublier de traiter « d'autoproclamée » la République de Donetsk.

À ce compte, on pourrait se demander pourquoi les mêmes ne qualifient pas d'illégitime et d'autoproclamé l'actuel gouvernement ukrainien que personne n'a élu. Il a pris la place d'un président Ianoukovitch, certes corrompu et odieux mais qui, lui, avait été élu sans que la fameuse « communauté internationale » y trouve à redire. En fait, les médias collent aux intérêts des États occidentaux en Ukraine. Comme les gouvernants, ils accordent par avance un brevet de démocratie aux nouvelles autorités que l'Occident a contribué à mettre en selle, oubliant volontairement qu'elles comptent moins sur un

soutien populaire que sur des partis d'extrême droite et des milices nationalistes.

Il y a encore un mois, quand la Crimée avait voté son rattachement à la Russie, l'est de l'Ukraine ne semblait pas prendre le même chemin, y compris sa partie la plus liée économiquement et culturellement à la Russie, le Donbass. Mais la mécanique mise en route avec la bénédiction des puissances impérialistes, avec le rejet nationaliste de tout ce qui évoquait les liens de ce pays avec la Russie, ne pouvait que repousser nombre d'habitants de l'est de l'Ukraine.

La discrimination officielle prônée par le nouveau pouvoir à l'encontre de millions de russophones les a jetés dans les bras des milices nationalistes prorusses. Quand l'armée de Kiev, ses hélicoptères de combat, ses blindés et ses supplétifs

d'extrême droite ont entrepris de tirer à l'arme lourde contre les civils, le processus s'est accéléré. Ces jours derniers, les 40 morts d'Odessa, brûlés vifs par des nationalistes ukrainiens dans la maison des syndicats, les 21 tués de Marioupol, victimes des forces « anti-terroristes » du pouvoir central, ont certainement convaincu des centaines de milliers d'indécis qu'à Kiev siégeait un pouvoir, non seulement hostile aux russophones, mais décidé à leur faire une guerre sans pitié. Un pouvoir avec lequel, décidément, on ne peut aucunement coexister : c'est cette conviction que reflète le score du référendum du 11 mai.

Cette situation résulte bien moins des arguments qu'auraient déployés les milices prorusses auprès des habitants de l'est de l'Ukraine que d'un engrenage où des nationalismes

rivaux ont entrepris d'enrégimenter les populations selon leur langue, leur origine ethnique, pour les dresser contre « ceux d'en-face ».

Il serait vain de se demander si cette machine infernale va déboucher sur une partition de l'Ukraine : elle existe déjà, de fait sinon de droit. Et l'on voit bien comment les États impérialistes l'ont mise en branle et dans quel but : détacher l'Ukraine de la sphère d'influence russe. Peu importe de constater que les mêmes grandes puissances préféreraient sans doute ne pas avoir à faire avec une telle déstabilisation de l'Ukraine. Constata-tions simplement qu'il aura suffi de quelques mois pour que leurs manœuvres fassent basculer un grand pays industrialisé dans le chaos, en y précipitant des pans entiers de sa population.

Pierre LAFFITTE

• Soudan du Sud

La guerre civile et les responsabilités des dirigeants des USA

Au Soudan du Sud, une guerre civile sanglante oppose depuis cinq mois le clan du président Salva Kiir et celui de l'ex-vice-président Riek Machar. Leurs hommes se sont affrontés en décembre dernier au sein des forces armées et depuis, les tueries succèdent aux tueries. Les 15 et 16 avril, plusieurs centaines de personnes ont ainsi péri lorsque les milices de Riek Machar sont entrées dans la ville de Bentiu. Quelques jours plus tard, les bandes de Salva Kiir prenaient d'assaut la base des Nations unies où étaient réfugiées 5 000 personnes, faisant 58 morts et de nombreux blessés. Le secrétaire d'État américain John Kerry s'est déplacé à Addis Abeba, la capitale éthiopienne, où se tiennent des pourparlers entre les deux camps, et y a dénoncé les « risques de génocide ». Cette situation dramatique est pourtant l'aboutissement de la politique menée par les USA.

La création du Soudan du Sud en juillet 2011 a été le résultat d'une longue rébellion contre l'État central soudanais dans laquelle les USA ont soutenu militairement la SPLA, l'organisation armée qui dirigeait la lutte pour l'indépendance du Sud. Le principal chef de ce mouvement, John Garang, un ex-colonel de l'armée soudanaise pris en main par les services secrets américains, avait suivi une formation militaire aux USA. L'Ouganda, allié régional des USA, assurait sa base arrière par où transitaient les armes. Les dirigeants de la SPLA ont utilisé vis-à-vis de

la population des méthodes aussi sanglantes que celles des troupes soudanaises qu'ils combattaient. Il s'agissait en fait d'une coalition de chefs de guerre, recrutant leur propre armée sur des bases régionales et se livrant déjà entre eux à des conflits qui préfiguraient les affrontements actuels. Riek Machar s'était ainsi opposé à John Garang et à Salva Kiir et avait même rallié le régime soudanais, mobilisant dans cette sécession les populations Nuers, dont il était issu, contre les Dinkas. Ces rivalités ethniques cultivées par les chefs de guerre, venant après celles attisées

par l'ancien colonisateur britannique, éclatent une fois de plus aujourd'hui.

Les dirigeants des États-Unis ont porté ces hommes au pouvoir en toute connaissance de cause, en souhaitant favoriser l'affaiblissement du régime soudanais qui leur était hostile. D'autre part, l'immense majorité des champs de pétrole se trouvant au Sud, les dirigeants américains pouvaient espérer qu'une fois à la tête d'un État indépendant les chefs rebelles sauraient se montrer reconnaissants. Ils

ont donc soutenu de toutes leurs forces la partition du Soudan, à l'ONU comme sur le terrain. Les bandes armées des chefs de guerre ont alors fusionné dans une armée qui n'avait de nationale que le nom. La population n'eut pas davantage de routes, d'hôpitaux ou de médecins, mais ses nouveaux dirigeants purent mettre la main sur la rente provenant de l'exploitation du pétrole et du détournement de l'aide humanitaire. C'est pour ce pactole que les mêmes s'affrontent aujourd'hui, jettent

les populations les unes contre les autres, leur faisant vivre un enfer. Un tiers de la population ne vit que de l'assistance humanitaire, des centaines de milliers de personnes ont été déplacées et beaucoup survivent dans les enceintes précaires des camps des Nations unies.

Si un génocide menace aujourd'hui, comme le dit John Kerry, la politique des États-Unis au Soudan depuis des décennies a une grande part de responsabilité.

Daniel MESCLA

Fête Lutte Ouvrière de Marseille

Dimanche

18 mai

à partir

de 11 h 30

Parc de Valabre

à Gardanne

Navettes

à partir de la gare Saint-Charles

à 14 h : débat avec Jean-Pierre Mercier,

à 16 h : allocution de Chantal Gomez,

qui conduit la liste Lutte Ouvrière Sud-Est aux élections européennes

